

COTE D'IVOIRE : FICHE PAYS – JANVIER 2026



Catégorie OCDE (2024) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB/ Ba2/ BB

Change : franc CFA (XOF)/ Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : 28% horizon 2030

FORCES

- Ressources agricoles (cacao, anacarde, ...) et minières (or, lithium, manganèse)
- Economie relativement diversifiée (agriculture, industrie extractive et agroalimentaire, services)
- Discipline budgétaire

FAIBLESSES

- Dépendance des recettes d'exportation aux prix des produits de base
- Hausse rapide de la dette et de son service
- Situation politique fragile

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : positive

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : le dynamisme de l'économie de la Côte d'Ivoire devrait se confirmer en 2026 (+6,4 % selon le FMI). La modération de l'inflation devrait favoriser la consommation des ménages et les investissements publics et privés seraient encouragés par la mise en œuvre du nouveau plan de Développement (PND 2026-30).
- Vulnérabilité des comptes publics : les dépenses publiques resteraient dynamiques en 2026 mais seraient compensées par la hausse des recettes, grâce au dynamisme de la croissance et aux mesures fiscales. Ainsi, le déficit public se maintiendrait à -3% (critère de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine - UEMOA). Le ratio de dette baisserait pour atteindre 55% du PIB en 2026 (inférieur au seuil UEMOA de 70%). La structure de la dette (majoritairement à long terme libellée surtout en euro), sa gestion active par l'Etat et le recours à la dette concessionnelle (accord FMI début 2023) limitent le risque de surendettement.
- Vulnérabilité extérieure : La modération du coût des importations (biens alimentaires, énergie) devrait permettre de maintenir un déficit courant de l'ordre de -1,5% en 2026, sous réserve de l'absence de choc extérieur majeur. La dette extérieure se stabiliserait autour de 34% du PIB. Une gestion active, favorisée par une relative amélioration des conditions de marché et une diversification des sources de financement, permet d'atténuer le risque de surendettement.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le système bancaire compte une trentaine d'établissements. Il semble globalement sain, avec une capitalisation satisfaisante (ratio de 13%) et un taux de créances non performantes stable, autour de 7%.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : la situation socio-politique s'est apaisée depuis fin 2020. Les élections présidentielles, qui ont maintenu A. Ouattara à la tête du pays pour un quatrième mandat, se sont déroulées dans le calme, tout comme le scrutin législatif (décembre 2025) qui a donné à son parti une majorité confortable à l'Assemblée. Les risques sécuritaires s'accroissent au nord du pays en raison de l'intensification du risque terroriste dans les pays voisins (Burkina Faso et Mali).
- Climat des affaires : le gouvernement favorise le secteur privé mais la Côte d'Ivoire est globalement moins bien classée que ses voisins en termes de gouvernance selon les indicateurs de la Banque Mondiale. Des progrès ont néanmoins été réalisés en matière de lutte contre la corruption. Le pays a été ajouté à liste grise du GAFI en 2024 en raison de l'insuffisance des mesures de lutte contre le blanchiment et le terrorisme.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : très exposé au changement climatique mais faible émetteur de CO₂ (129^{ème} sur 160 pour les émissions/hab.), le pays est engagé dans des programmes en faveur de développement des énergies renouvelables et d'une agriculture durable. Le gouvernement compte en outre sur la vente de crédits carbone pour reboiser.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Pays-Bas	10,2%	Chine	15,1%
Suisse	8,8%	Nigeria	12,3%
Mali	7,3%	France	7,8%
Etats-Unis	5,8%	Inde	5,3%
France (7 ^{ème})	4,5%	Etats-Unis	4,5%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2020- 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Cacao	35,4%	Pétrole	23,2%
Pétrole	14,2%	Machines, app. mécaniques	9,0%
Or	12,5%	Céréales	6,7%
Caoutchouc	10,6%	Véhicules automobiles	6,7%
Fruits	8,2%	Pdts de la mer	5,0%

Source: International Trade Center, CNUCED



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

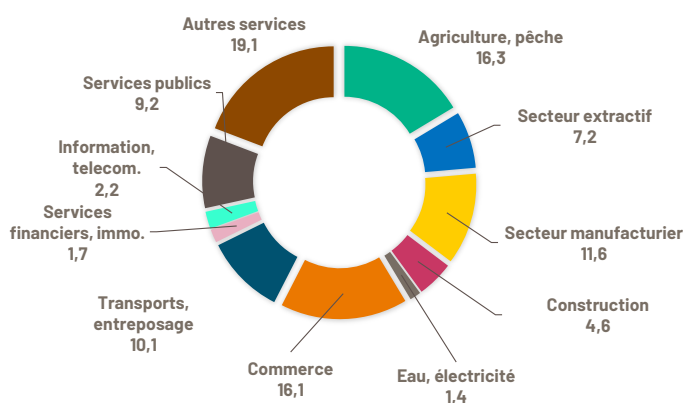
COTE D IVOIRE	2021	2022	2023	2024	2025(e)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	72,8	71,1	79,6	87,1	99,2	111,4	120,8
Rang PIB mondial	74	84	80	78	76	74	73
Population (Mns)	29,4	30,2	31,1	32,0	32,9	33,8	34,8
Rang Population mondiale	51	50	50	49	49	49	48
PIB / habitant (USD)	2 478	2 351	2 561	2 723	3 016	3 294	3 469
Croissance PIB (%)	7,1	6,4	6,5	6,0	6,3	6,4	6,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,2	5,2	4,4	3,4	1,0	1,5	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,6	10,0	13,6	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	50,2	56,0	57,5	59,3	56,8	55,0	52,7
Solde public (% PIB)	-4,9	-6,7	-5,2	-4,0	-3,0	-3,0	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	12,2	14,6	16,1	16,5	16,1	13,4	12,6
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-3,9%	-7,6%	-8,2%	-4,0%	-1,6%	-1,4%	-2,2%
IDE (% du PIB)**	0,8%	2,0%	1,7%	3,8%	3,8%	2,5%	NA
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,9	4,0	3,5	3,3	4,6	4,8	0,0
Dette extérieure totale (% PIB)	40,9%	34,1%	35,5%	37,8%	34,0%	33,7%	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	1,7%	3,0%	2,4%	3,7%	NA	NA	NA
Taux de change	554,5	622,4	606,6	605,9	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	12,6	13	13,9	12,9	NA	NA	NA
Taux de NPL	8,9	7,7	7,3	7,2	NA	NA	NA
ROE	20,7	19,9	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	145	137	138	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (160 pays) ^a	129	129	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	132	130	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI (REO 11/2025, rapport mission 12/2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

^a Eurostat, ^b Notre Dame Global Adaptation Initiative,

^c Germanwatch (mesure les progrès des pays dans la mise en œuvre des politiques visant à atteindre les objectifs de

Côte d'Ivoire : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)



Source: Institut national de Statistiques

1. SITUATION ECONOMIQUE

- Un secteur industriel dynamique dans une économie encore dépendante de l'agriculture

L'économie ivoirienne est très dépendante de la production agricole, qui emploie environ 45% de la population active, en particulier l'anacarde et le cacao (40% de la production mondiale). L'Etat soutient particulièrement le secteur du cacao, garantissant un prix d'achat aux producteurs, revu chaque année¹.

La Côte d'Ivoire produit des d'hydrocarbures depuis plusieurs années mais la découverte, en 2021, des immenses réserves du champ Baleine (pétrole et gaz naturel) a ouvert de nouvelles perspectives pour le pays. L'exploitation de ce champ a été lancée fin 2023 avec un objectif de production de 150 000 bl/j. (et gaz associé) d'ici 2028, qui pourrait être revu à la hausse avec la découverte de nouvelles réserves en 2024².

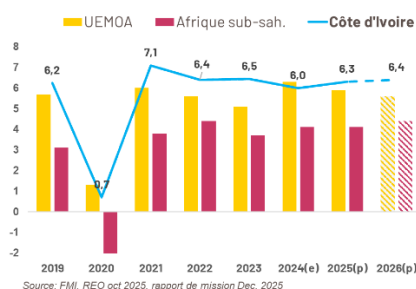
Par ailleurs, le pays dispose de ressources minières, notamment d'or, dont l'exploitation doit être soutenue dans le cadre d'un [Plan présenté par le gouvernement fin 2025](#). La Côte d'Ivoire figure aussi parmi les 10 premiers producteurs mondiaux de manganèse (utilisé dans la fabrication de batteries) et plusieurs projets d'exploitation de lithium sont à l'étude³.

Le secteur manufacturier ivoirien est dynamique, tiré particulièrement par la transformation agro-alimentaire (anacarde, coton, cacao, hévéa, ...), le raffinage et la production d'électricité.

L'activité des services (plus de 55% du PIB) est dominée par le commerce, les transports et les services publics. Le gouvernement a lancé un programme (« Sublime Côte d'Ivoire ») pour développer le tourisme et une stratégie de [développement numérique](#).

- Croissance dynamique et stable

La croissance de la Côte d'Ivoire est plus dynamique que celle observée en moyenne en Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et en Afrique sub-saharienne.



En 2025, la croissance, attendue à +6,3% par le FMI, a été soutenue par l'investissement et la consommation,

elle-même favorisée par la hausse des revenus des ménages. Ces derniers ont bénéficié de la baisse de l'inflation (0% en novembre 2025 contre plus de 2% un an plus tôt).

Les perspectives restent positives pour 2026. L'inflation devrait rester faible, sous réserve d'un cours du pétrole qui resterait à bas niveau. Les investissements privés devraient en outre bénéficier de la baisse des taux de la BCEAO, entamée prudemment en juin 2025 (-25pb à 5,25%) et qui devrait se poursuivre en 2026. Les projets d'infrastructure (extension du métro d'Abidjan, autoroute Lagos-Abidjan, barrage Daboitie...) et les investissements en lien avec le nouveau Plan de Développement (PND 2026-30) continueront à soutenir l'activité. Le secteur extractif (hydrocarbures et mines) devrait également rester porteur. Le FMI prévoit ainsi une croissance de **+6,4% en 2026**.

Sous réserve de l'absence de choc majeur, externe ou domestique, les perspectives à moyen terme demeurent favorables, avec des prévisions de croissance de **+6,7 %/an en moyenne sur la période 2027–2030** selon le FMI. Ces prévisions sont en ligne avec les hypothèses de croissance retenues dans le PND (+6,6% en 2026, +6% en 2027 et + 6,4% en 2028).

- Un secteur bancaire globalement sain

Le système bancaire compte une trentaine d'établissements.

Le niveau de capitalisation est globalement satisfaisant (ratio fonds propres / actifs pondérés de 12,9% en 2024) supérieur au minimum requis par la BCEAO (11,5%). Deux banques, représentant 1,1% du total bilan du secteur et 1,2% des encours de crédits ne respectaient pas le ratio minimum à fin 2023⁴, ont été recapitalisées par l'Etat.

La qualité des portefeuilles des banques ivoiriennes est meilleure que celle de la moyenne en UEMOA avec un ratio de créances douteuses à 7,2% mi-2024 (9% en UEMOA).

2. FINANCES PUBLIQUES

- Des efforts de consolidation des finances publiques

La politique budgétaire du gouvernement ivoirien a permis de réduire le déficit public et de respecter le critère de convergence de l'UEOMA d'un déficit de -3% du PIB en 2025. Le projet de budget 2026 prévoit de nouvelles mesures dans le cadre de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT) lancée en mai 2024. L'élargissement de l'assiette fiscale, la rationalisation des exonérations de TVA et les efforts

¹ 2 800 FCFA/kg pour la saison 2025/26 contre 2 200 FCFA/kg pour la saison précédente

² [ENI annonce une nouvelle découverte de pétrole et de gaz](#)

³ [Projet Atex de la société Firing](#)

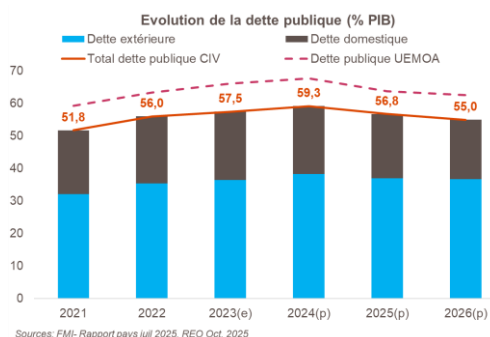
⁴ Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI),



de digitalisation du système fiscal devraient permettre de poursuivre l'amélioration du ratio recettes fiscales/ PIB qui atteindrait 17% du PIB en 2025. En constante progression, ce ratio se rapproche du seuil fixé à 20% par l'UEMOA. Ces progrès en matière de mobilisation des recettes devraient permettre de dégager des ressources pour financer les dépenses sociales et les investissements tout en maintenant un **déficit à -3% du PIB en 2026-27**.

- **Un risque modéré de surendettement public**

Le pays a obtenu une annulation partielle de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE⁵ en 2012. Depuis, **le ratio de dette publique a progressé pour dépasser 59% du PIB en 2024 (46% en 2020), un niveau toutefois inférieur au critère de convergence de l'UEMOA (70%)**



La réduction du déficit budgétaire devrait permettre une inflexion du ratio de dette, qui pourrait s'établir à moins de 57% en 2025.

La dette domestique (40% du total environ à fin 2024) est constituée de titres émis en F CFA sur le marché régional et de prêts syndiqués. A fin septembre 2025, la Côte d'Ivoire détenait près d'un tiers de l'encours total de dette du marché de l'UEMOA⁶.

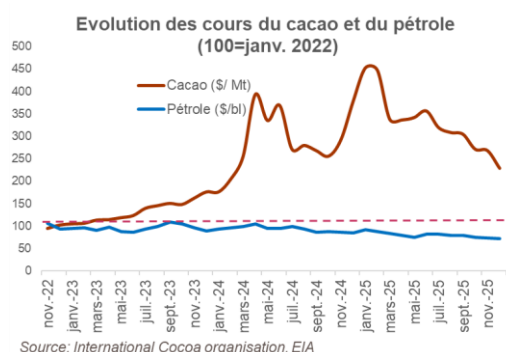
La charge d'intérêt de la dette devrait atteindre 16% des revenus de l'Etat en 2025, un niveau inférieur au seuil de 18% recommandé par le FMI. Une gestion prudente des finances publiques et de la dette, notamment grâce à des opérations de reprofilage (cf. partie dette extérieure) permet de maintenir un **risque de surendettement modéré** pour la dette publique ivoirienne.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction du déficit courant mais forte dépendance aux produits primaires**

Le cacao (brut et préparations) pèse pour environ 40 % des exportations de biens. Le cours du cacao a très fortement progressé depuis fin 2022 en raison d'une offre réduite des deux principaux producteurs, le Ghana et la Côte d'Ivoire et d'une certaine reprise de la demande. Les cours, soutenus également par la

spéculation, ont atteint un pic en février 2025 avant de baisser progressivement à la faveur de perspectives de production plus favorables et d'une demande moins forte. Début 2026, ils tendent à se stabiliser à un niveau équivalent à celui observé début 2024, avant l'emballement du marché. La production de **cacao de la Côte d'Ivoire devrait peu progresser** à court terme en raison de difficultés structurelles liées notamment à l'ancienneté et à la taille réduite des plantations qui limitent les rendements. Le développement de la transformation locale devrait en tout état de cause limiter les quantités de cacao brut exportées mais permettre, à moyen terme, d'augmenter la valeur des exportations.



[La décision des Etats-Unis d'exempter de droits de douane certains produits agricoles](#), notamment le cacao, achetés en Afrique, permet à la Côte d'Ivoire de conserver ses débouchés américains (de l'ordre de 6% des exportations). Parmi les autres produits agricoles exportés figurent **la noix de cajou** (anacarde) et le **caoutchouc** (dont les prix et les volumes de production devraient rester relativement élevés).

Par ailleurs, les volumes d'exportation d'hydrocarbures devraient progresser (montée en puissance du champ Baleine), ainsi que ceux de produits miniers, en particulier d'or. Le gouvernement ambitionne en effet de concurrencer les principaux producteurs de la région (Mali, Ghana)⁷. Les recettes du tourisme pourraient également augmenter, avec des visiteurs originaires majoritairement (75%) des autres pays de la CEDEAO et du reste du continent africain (plus de 10%).

Le pays importe principalement du pétrole brut et des biens d'équipement dont les besoins restent élevés pour la réalisation des investissements. La modération des cours du pétrole contribue à alléger la facture d'importation.

Grâce à l'amélioration des termes de l'échange et à la hausse des volumes exportés, **le déficit courant devrait rester modeste, autour de -1,5 % du PIB en 2026 selon le FMI.**

⁵ Programme d'allègement de dette en faveur des Pays Pauvres Très endettés.

⁶ [Rapport trimestriel UEMOA Titres](#)

⁷ [Comment la Côte d'Ivoire veut devenir le premier producteur africain d'or](#)



- **Reprise des flux d'investissements directs étrangers (IDE)**

Après un recul en 2020 (-46% à 0,7 Md\$), pendant la crise sanitaire, **les flux d'IDE ont à nouveau progressé à partir de 2021-22**. En 2024, le pays a reçu 3,8 Md\$ d'IDE, en hausse de plus de 30% par rapport à 2023⁸. Les investisseurs devraient continuer à être attirés par les projets du PND, le dynamisme de la croissance et les mesures prises pour améliorer le climat des affaires. La stabilisation de la situation politique contribue également à l'attractivité du pays. La France est le 1^{er} investisseur dans le pays (2,5 Md € soit plus de 15% du stocks d'IDE à fin 2023), surtout dans la finance, les hydrocarbures, l'eau-électricité et le BTP. L'accord de [partenariat conclu avec les Etats Unis](#) en 2025 pour des projets dans le secteur de l'énergie devrait favoriser les investissements américains.

- **Risque de surendettement extérieur modéré**

Le ratio de dette extérieure⁹ est en net repli et pourrait se stabiliser autour de 34% du PIB en 2026. L'Etat ivoirien a réalisé **plusieurs opérations de gestion de sa dette** qui ont permis d'améliorer son profil de remboursement.

Le pays a beaucoup diversifié ses sources de financement. A fin 2024, le stock de dette était réparti équitablement entre dette concessionnelle (35% multilatérale et 15% bilatérale) et commerciale, notamment obligataire (un tiers du stock total de la dette). Après son retour sur les marchés en janvier 2024¹⁰, l'Etat ivoirien a émis, en mars 2025, un Eurobond libellé en F CFA¹¹, ce qui constitue une première en Afrique. Avec l'émission d'un Eurobond¹² complémentaire en USD, il a refinancé des titres plus anciens afin de lisser son profil de remboursement. Quelques mois plus tard, le pays a levé des fonds sur le marché japonais (« Samourai bond »)¹³

La Côte d'Ivoire peut par ailleurs compter sur le soutien des bailleurs de fonds internationaux. Dans le cadre de sa politique de gestion active de la dette, le pays a ainsi innové en rachetant fin 2024 près de 400 M€ de la dette commerciale grâce à un nouveau crédit à conditions plus favorables (taux d'intérêt plus faible, échéance plus longue et mécanisme de différé d'amortissement), bénéficiant de la garantie de la Banque Mondiale. La Côte d'Ivoire s'engage en contrepartie à investir les nouvelles ressources dans des projets spécifiques, en particulier dans l'éducation. Le pays a également obtenu une aide de plus de 3 Md\$ auprès du FMI en 2023. En octobre 2021, le gouvernement ivoirien a signé avec la France un nouveau contrat de désendettement et de développement (C2D), qui permet au pays de convertir

1,14 Md€ de dette bilatérale en dons, affectés à des projets de développement.

La dette extérieure publique ivoirienne est libellée majoritairement (près de 70% fin 2024) en euro¹⁴, limitant le risque de change compte tenu de l'indexation du FCFA. Elle est à plus de 90% à taux fixe et à long terme (> 1 an).

En décembre 2025, Fitch ratings a relevé sa notation souveraine de la Côte d'Ivoire de BB- à BB (rating identique à celui de S&P), soit le **3^{ème} meilleur rating** d'Afrique sub-saharienne, après le Botswana et Maurice, au même niveau que l'Afrique du Sud.

- **Risque de change atténué par l'indexation du Franc CFA à l'euro**

Membre de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire appartient à la zone Franc. Fin décembre 2019, **une réforme du Franc CFA** a été annoncée prévoyant notamment un changement d'appellation (ECO¹⁵) et la levée de l'obligation de la BCEAO de déposer au moins 50% de ses réserves auprès du Trésor français. En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro n'ont été remises en cause par cette réforme**, dont la mise en œuvre n'est pas encore effective. En novembre 2025, le président ivoirien a annoncé souhaiter relancer le projet de monnaie unique de la CEDEAO.

Le cours du F CFA s'est nettement réapprécié face au dollar en 2025 (+13,5%) en lien avec l'affaiblissement du dollar.

Les réserves de la zone UEMOA, centralisées par la BCEAO, ont presque doublé en un an pour atteindre environ 33 Md\$ à fin octobre 2025, représentant près de 6 mois d'importations (3,8 mois en 2024). Cette évolution est liée à la hausse des recettes d'exportation, aux émissions obligataires de plusieurs membres (Côte d'Ivoire, Bénin) et aux décaissements au titre des programmes FMI.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Stabilisation de la situation politique**

Le pays a connu une situation d'instabilité politique après le coup d'Etat de 1999, qui avait dégénéré en conflit armé en 2010-2011. De violents affrontements avaient à nouveau éclaté fin 2020, dans le contexte du 3^{ème} mandat présidentiel remporté par A. Ouattara. Ce mandat était jugé inconstitutionnel par l'opposition, la Constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels. Le Président estimait lui que la réforme constitutionnelle de 2016 l'autorisait à se représenter.

⁸ Source CNUCED

⁹ La dette libellée dans une autre devise que le F CFA

¹⁰ 2,6 Md\$ sur 9 ans (1,1 Md\$ à 6,3%) et 13 ans (à 6,85%).

¹¹ 220 Md F CFA (335 M€) sur 3 ans (6,875%), remboursé en €

¹² 1,75 Md\$ sur 11 ans (6,54%)

¹³ 50 Md JPY (300 M€) sur 10 ans, avec la garantie de la JBIC

¹⁴ Bulletin dette publique dec 2024

¹⁵ ECO était le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc



La situation politique et sociale s'est apaisée par la suite.

Ouattara a été réélu en octobre 2025 pour un 4^{ème} mandat (second selon la nouvelle Constitution) avec une majorité confortable (89,8 % des voix). Malgré des critiques de l'opposition, le scrutin s'est déroulé dans le calme, grâce à la combinaison de la satisfaction de la population en raison des succès économiques d'A. Ouattara et de mesures de sécurité strictes prises par le gouvernement. Le parti présidentiel (RHDP) a ensuite remporté 77% des sièges aux élections législatives du 27 décembre 2025.

Les défis sociaux restent importants, même si des progrès notables ont été réalisés. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 55 % en 2011 à 37,5 % en 2021 mais l'objectif fixé par le gouvernement (20% à l'horizon 2030) est ambitieux. Par ailleurs, les inégalités entre zones urbaines et rurales demeurent marquées.

A. Ouattara devra en outre faire face pendant ce nouveau mandat à la dégradation du climat sécuritaire au nord du pays, aux frontières avec le Burkina Faso et le Mali. **Les risques d'intensification des attaques terroristes et d'extension aux pays voisins** ont augmenté avec le départ des forces de maintien de la paix.

- **Des lacunes en matière de gouvernance et de climat des affaires restent à combler**

La Côte d'Ivoire est **globalement moins bien classée que le Sénégal, le Ghana ou le Bénin** en matière de gouvernance (indicateurs Banque Mondiale). Les progrès dans ce domaine figurent parmi les priorités du PND 2026-30. **Le classement de la Côte d'Ivoire dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International s'est nettement amélioré** (69^{ème} sur 180 pays en 2024 contre 106^{ème} en 2019). Mais le pays a été **inscrit sur la liste grise du GAFI en 2024** en raison de lacunes dans sa lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le gouvernement a lancé **plusieurs programmes en faveur du secteur privé** : PEPITE (Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises) en 2022 orienté vers les TPE, PME et ETI dans certains secteurs (agriculture, agro-industrie, transport, santé...), « Start-up Boost Capital » en 2023 ou la Facilité d'investissement à long terme (FILT) pour les entreprises technologiques et innovantes.

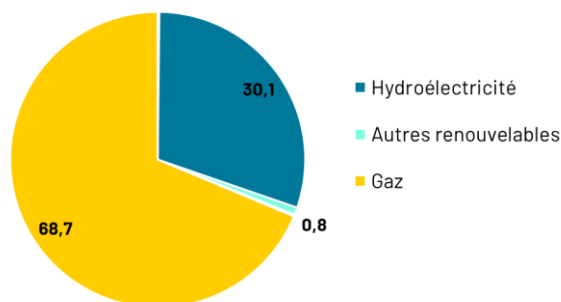
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Côte d'Ivoire est très exposée au changement climatique en raison du poids élevé du secteur agricole dans son économie. Par ailleurs, le pays dispose d'un littoral de près de 570 km dont les 2/3 risquent d'être affectés par les phénomènes d'érosion et/ ou de montée

des eaux. La capitale, Abidjan, est une ville côtière, donc vulnérable.

Faible émetteur de CO2 grâce notamment à ses capacités de production hydroélectriques, le pays s'est pourtant engagé à réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 (par rapport à 2012) et notamment à porter à 45% la part d'énergie renouvelable dans le mix électrique.

Côte d'Ivoire : production d'électricité par sources, en % (2023=11,13 TWh)



Source : Global and European Electricity review (Ember 2025)

En octobre 2025 a débuté la construction de la centrale photovoltaïque de Kong, qui s'ajoutera aux installations existantes (Boundiali) ou en cours de réalisation (Ferké Solar, Amea Gontougo).

L'Etat ivoirien a par ailleurs pris des mesures en faveur d'une agriculture durable, en particulier dans le secteur du cacao (projet PROMIRE visant à limiter la déforestation). La Côte d'Ivoire devra en effet se conformer aux règles européennes visant à interdire les importations en UE de produits (notamment le cacao) provenant de terres déboisées (EUDR), qui doivent entrer en vigueur fin 2026. La Côte d'Ivoire compte en outre sur la vente de crédits carbone pour reboiser¹⁶.

En 2024, la Côte d'Ivoire a obtenu un financement FMI de 1,3 Md\$ au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). L'objectif est d'apporter un soutien à l'Etat ivoirien pour renforcer l'adaptation au changement climatique, et l'atténuation de ses effets, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du transport, des infrastructures, et de la gestion des finances publiques.

¹⁶ [La Côte d'Ivoire se lance dans les crédits carbone pour financer sa reforestation \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.